



FORMULAIRE TYPE ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA JS SUISSE

À REMPLIR PAR LE(S) DÉPOSITAIRE(S)

DÉPOSITAIRE(S)	Comité Directeur		
<input checked="" type="checkbox"/> RÉOLUTION <input type="checkbox"/> PROPOSITION À L'AA <input type="checkbox"/> AMENDEMENT AUX STATUTS <input type="checkbox"/> AMENDEMENT AU GUIDE DE RÉDACTION ÉPICÈNE <input type="checkbox"/> AMENDEMENT AU BUDGET <input type="checkbox"/> AUTRES (à spécifier) : _____			
TITRE	Initiative pour l'avenir	N°	R1
		<i>(à remplir par le Comité directeur)</i>	
DÉVELOPPEMENT	<p>En janvier 2025, des incendies ont réduit en cendres des quartiers entiers de Los Angeles. Les images des flammes, des ruines, et des habitant·es en larmes ont fait le tour de monde. L'ampleur de la destruction choque, et en même temps, elle nous est déjà familière. Depuis des années, les catastrophes naturelles se multiplient et s'aggravent. Et ce surtout dans le Sud global, qui est et continuera d'être le plus violemment touché. Si les images de Los Angeles reçoivent tant d'attention comparées à d'autres, c'est parce qu'il s'agit d'une des villes les plus emblématiques d'un des pays les plus riches et puissants du monde.</p> <p>Depuis des décennies, un nombre croissant de personnes et d'organisations ont crié l'urgence d'agir pour éviter une crise climatique. Il est clair aujourd'hui que nous avons dépassé le stade de l'urgence. Il est maintenant entièrement question de réduire l'ampleur de la catastrophe, de lutter pour réduire le réchauffement fraction de degré par fraction de degré – en d'autres mots, d'assurer au mieux notre survie.</p> <p>En parallèle, dans les pays du Nord qui portent largement la responsabilité de la crise, les gouvernements glissent à grande vitesse vers l'extrême droite. Il devient donc de plus en plus improbable que nos gouvernements entament la transformation sociétale nécessaire à notre survie. Depuis les premiers rapports sur le réchauffement climatique dans les années 60, les grandes entreprises et les politicien·nes qui les servent ont fait passer leurs intérêts économiques avant la protection de notre planète, et il est transparent que cette tendance va continuer. Il est vain de demander aux élites un changement de cap – c'est à la population d'agir.</p> <p>La crise climatique, un enjeu de classes</p> <p>La lutte contre la crise climatique doit se faire le bas, car la crise vient du haut. Elle est une conséquence du système économique capitaliste et de sa logique de maximisation, à tout prix, des profits à court terme. L'impact écologique des humains est souvent dépeint comme le cumul de décisions individuelles, de manière à masquer les rapports de classes sur lesquels repose l'économie capitaliste et qui sont à l'origine de la crise climatique. De la même manière que les</p>		



ultra-riches exploitent le reste de la population, ils et elles exploitent les ressources naturelles. C'est par cette exploitation que la classe capitalise a à la fois accumulé sa richesse et causé la crise que nous voyons aujourd'hui.

L'aspect le plus visible de la destruction de l'environnement par les ultra-riches est la consommation de luxe. En un an, rien que les voyages en yacht des 50 milliardaires les plus riches du monde émettent plus d'émissions qu'une personne moyenne en émettrait en 860 ans¹. Cela concerne également les ultra-riches suisses, comme Ernesto Bertarelli, qui est responsable de plus de 10'000 tonnes de CO₂ par an² alors qu'un·e Suisse·sse au revenu faible en émet 9 tonnes³. La responsabilité des ultra-riches ne s'arrête néanmoins pas aux yachts, loin de là : la large majorité (entre 85% et 95%⁴) de leurs émissions de CO₂ provient en fait de leurs investissements, ces mêmes investissements qui leurs permettent de remplir leurs poches.

L'écart de responsabilité entre une personne normale et les ultra-riches est colossal. Lutter contre la crise climatique est donc un enjeu de classe : les mêmes élites qui profitent de la crise n'y mettront pas volontairement fin, et la population qui la subit directement doit défendre ses intérêts en rendant possible une transformation profonde du système.

L'initiative pour l'avenir

Une transformation de l'économie n'est possible qu'en reconnaissant la responsabilité systémique des ultra-riches, et en redistribuant au bénéfice de la population les richesses accumulées à ses dépens. C'est ce double mécanisme que propose l'initiative pour l'avenir. L'initiative demande la mise en place d'un impôt de 50% sur les successions et donations, avec une franchise de 50 millions. L'impôt pour l'avenir vise donc ces mêmes ultra-riches qui sont responsables de la crise, car il ne touche qu'environ 2000 personnes environ⁵. Le fruit de cet impôt sera destiné à la réalisation de mesures écologiques et socialement justes dans les nombreux domaines concernés par la crise climatique, comme le travail, le logement, et les services publics.

L'initiative fait déjà réagir l'élite économique suisse, qui s'est mobilisée fortement et rapidement pour la faire échouer. C'est le signe sûr de sa pertinence en tant qu'outil de redistribution des richesses et de lutte contre la crise climatique. La population suisse doit dès aujourd'hui se mobiliser en faveur de l'initiative pour envoyer un message clair : une nouvelle ère de la politique climatique suisse doit commencer, une politique qui n'est pas faite pour et par les ultra-riches mais qui, au contraire, peut assurer notre survie et celle de la planète.

JUSTIFICATION
(si applicable)

À REMPLIR PAR LE COMITÉ DIRECTEUR

¹ <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-milliardaires-emettent-plus-de-carbone-en-90-minutes-qu'une-personne-dans-la>

² <https://theconversation.com/private-planes-mansions-and-superyachts-what-gives-billionaires-like-musk-and-abramovich-such-a-massive-carbon-footprint-152514>

³ <https://www.tagesanzeiger.ch/oekologisches-ungleichgewicht-so-stark-belasten-die-superreichen-schweizer-die-umwelt-450927271704>

⁴ 6CHANCE Lucas und REHM Yannic, The Carbon Footprint of Capital: Evidence from France, Germany and the US based on Distributional Environmental Accounts, Dezember 2023, S.35.

⁵ Estimation basée sur les données de l'OFS sur la fortune des personnes physiques, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/wirtschaftliche-soziale-situation-bevoelkerung/einkommen-verbrauch-vermoegen/vermoegen.assetdetail.20104785.html>



POSITION DU COMITÉ DIRECTEUR	Accepter
JUSTIFICATION (<i>si applicable</i>)	

À REMPLIR PAR LA PRÉSIDENTE D'ASSEMBLÉE

LIEU DE L'AA	Bümpliz (BE)	DATE DE L'AA	15-16.02.2025
DATE LIMITE POUR DÉPÔT	24.02.2025	DATE DE DÉPÔT	24.02.2025
NÉCESSITÉ D'UNE MOTION D'ORDRE	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		
RÉSULTAT	<input type="checkbox"/> ACCEPTÉ <input type="checkbox"/> REFUSÉ <input type="checkbox"/> RETIRÉ <input type="checkbox"/> REFUSÉ AU PROFIT DE _____		
DÉTAIL DU VOTE (<i>si applicable</i>)	OUI _____ NON _____ ABSTENTION _____		
REMARQUES :			